

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 AVRIL 1919.

Projet de loi sur les assemblées d'obligataires.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loi du 25 mai 1913 sur les sociétés commerciales est de date trop récente pour qu'on puisse songer, dès à présent, à en entreprendre la révision systématique. Elle n'a pas eu le temps de faire ses preuves. Son application normale s'est trouvée paralysée par l'occupation ennemie. A défaut d'une expérience suffisante, il y aurait témérité à prétendre actuellement corriger de manière radicale les imperfections qui peuvent se rencontrer dans cette œuvre législative, issue d'études minutieuses et de discussions prolongées.

Toutefois, en ce qui concerne l'innovation consacrée par les articles 89 à 98 des lois coordonnées, la pratique n'a pas tardé à révéler un défaut indéniable du système admis en 1913. L'organisation des assemblées d'obligataires, telle qu'elle est conçue par la loi de 1913, perd à peu près toute l'utilité pratique qu'on était en droit d'en espérer. Certes, on ne peut reprocher au législateur de 1913 d'avoir fait preuve de prudence en n'admettant que dans certaines limites l'organisation des assemblées d'obligataires, qui peuvent prendre des décisions importantes, liant même la minorité et les absents; mais, trop uniquement préoccupé de protéger les obligataires qui pourraient être opposés aux mesures contestées, il a limité à l'excès le champ d'application des dispositions nouvelles, il a pris, en vue d'empêcher les abus, des précautions tellement rigoureuses qu'en fin de compte les prescriptions légales sur la matière sont restées pratiquement sans effet. D'une part, en restreignant l'application des articles 89 à 98 aux obligations émises après l'entrée en vigueur de la loi de 1913, l'article 191, alinéa second, empêche les sociétés de conclure, sans l'intervention des tribunaux, un arrangement avec leurs obligataires au sujet des obligations dont l'émission est antérieure à la loi, et ce sont de loin les plus nombreuses. D'autre part, en exigeant, pour la validité des mesures à prendre par les assemblées d'obligataires, l'adhésion de porteurs représentant les deux tiers du montant des titres en

circulation, l'article 92 met les assemblées générales, à de rares exceptions près, dans l'impossibilité de statuer. Il sera bien rare, en effet, que ce *quorum* — qui doit être non un *quorum* de présents, mais bien de consentants (Sénat, *Annales parlementaires*, 1904-1905, p. 470) — puisse être atteint. Cela est si vrai que, dès le lendemain de la loi, un commentateur autorisé conseillait déjà de fixer un *quorum* moindre dans les conditions d'émission, ce qui n'est pas légalement prohibé. (WAUWERMANS, *Manuel pratique des sociétés anonymes*, n° 844.)

Il ne faut pas perdre de vue que les obligations au porteur sont généralement fort disséminées dans le public; sauf le cas d'obligations nominatives, on ne peut guère espérer qu'une assemblée d'obligataires puisse se trouver dans les conditions requises par l'article 92 pour prendre des décisions valables. Du moins en est-il ainsi, à coup sûr, à la suite des circonstances créées par la guerre. En effet, à la dissémination des titres dans le public, s'ajoutent actuellement des causes spéciales qui rendent moralement impossible le vote des décisions par des porteurs représentant les deux tiers des obligations émises : c'est la difficulté des communications, c'est la disparition ou l'absence de certains obligataires, c'est la destruction de nombreux titres, etc. Bref, à moins que la loi n'intervienne, les sociétés commerciales doivent renoncer à faire usage des dispositions légales sur les assemblées d'obligataires.

Or, c'est précisément à l'heure actuelle qu'un grand nombre de sociétés, industrielles ou financières, éprouvent le besoin le plus urgent de pouvoir bénéficier de ces dispositions. La crise économique résultant de la guerre ne leur a pas permis de continuer le service de leurs obligations. Beaucoup d'entre elles seront acculées à la ruine, si la législation ne leur ménage pas le moyen de conclure des arrangements avec leurs obligataires, sans l'intervention des tribunaux, intervention qui, par la panique qu'elle provoque en cas de sursis de paiement, est toujours funeste aux intérêts en cause. Des considérations d'équité, plaidant en faveur des obligataires aussi bien que des actionnaires, ainsi que le souci de l'intérêt général, font souhaiter que ces entreprises puissent sortir honorablement des difficultés de l'heure présente.

C'est dans ces conditions que le Gouvernement a cru de son devoir de saisir de la question le Conseil de Législation, auquel il a adjoint, en vue de l'examen de cette matière, des spécialistes d'une compétence reconnue, — MM. Cattier, Corbion et Van der Eycken, — qui ont bien voulu lui apporter le concours de leurs lumières et de leur expérience.

Le projet de loi, issu des travaux du Conseil de Législation, et que le Gouvernement a l'honneur de vous soumettre, n'a qu'un cadre restreint et ne comporte que les mesures rigoureusement nécessaires. Le trait général qui le caractérise est d'établir un certain parallélisme entre les assemblées d'obligataires et les assemblées d'actionnaires.

Les légères modifications apportées à l'article 90 des lois coordonnées ont pour but d'étendre les mesures de publicité et d'imposer, dans les convocations, la mention de l'objet des propositions à soumettre à l'assemblée. L'article 92 — qui constituait jusqu'ici le grand obstacle au fonctionnement des

assemblées d'obligataires — est remanié de façon plus radicale. Appliquant à ces assemblées les principes de l'article 70 qui régissent les décisions à prendre par les assemblées d'actionnaires, le nouvel article 92, pour le cas où il s'agit de décisions particulières importantes, exige, comme condition de présence, la moitié au moins du montant des titres en circulation. Mais quand cette condition n'a pas été remplie à la suite d'une première convocation, l'assemblée, convoquée à nouveau, peut — à l'instar de ce que la loi admet pour les assemblées d'actionnaires — délibérer valablement, quelle que soit la portion représentée du montant des titres en circulation. En revanche, le texte nouveau — toujours modelé sur l'article 70 qui a produit des résultats excellents — élève la majorité requise des deux tiers aux trois quarts.

L'article 94 a subi une retouche, en vue de permettre qu'on applique aux assemblées générales d'obligataires les dispositions des statuts qui déterminent les formalités nécessaires pour être admis aux assemblées générales d'actionnaires, par exemple le dépôt préalable des titres. Il n'est pas possible, en effet, qu'on soit obligé de vérifier sur l'heure les pouvoirs des obligataires qui se présentent pour prendre part à ces délibérations importantes. Il va sans dire cependant que, si les statuts prévoient spécialement les formalités nécessaires pour être admis aux assemblées d'obligataires, il y a lieu d'appliquer ces dernières dispositions, et non celles que les statuts prévoient en ce qui concerne l'admission aux assemblées d'actionnaires.

Enfin, l'abrogation de l'alinéa second de l'article 191 permettra aux assemblées d'obligataires d'étendre le bénéfice de leurs décisions à la généralité des obligations, sans distinguer si elles ont été émises avant ou après l'entrée en vigueur de la loi du 25 mai 1913.

Le Gouvernement est convaincu que le Parlement réservera un accueil favorable à ce projet de loi très simple, mais qui intéresse au plus haut degré l'avenir, et peut-être l'existence même, d'un bon nombre de nos sociétés commerciales et industrielles, si durement éprouvées par la guerre.

Le Ministre de la Justice,

EMILE VANDERVELDE.



PROJET DE LOI
sur les assemblées d'obligataires.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 90 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« Les convocations à l'assemblée générale sont faites par annonce répétée deux fois, à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le *Moniteur belge*, dans deux journaux de Bruxelles et dans deux journaux de la province ou de l'arrondissement où se trouve le siège social.

Des lettres-missives sont adressées huit jours avant l'assemblée aux obligataires en nom, mais sans

WETSONTWERP
betreffende de vergaderingen
van obligatiehouders:

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL

Artikel 90 van de samengevoegde wetten betreffende de vennootschappen van koophandel is door de volgende beschikking vervangen :

« De bijeenroeping tot de algemeene vergadering worden gedaan door middel van aankondigingen met eene tusschenruimte van ten minste acht dagen, en acht dagen vóór de vergadering tweemaal gedrukt in het *Staatsblad*, in twee dagbladen van Brussel en in twee dagbladen in de provincie of in het arrondissement waar de zetel der vennootschap gevestigd is.

Een geschreven uitnodiging wordt acht dagen vóór de vergadering toegezonden aan de houders

qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les obligations sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

L'objet des propositions qui seront soumises à l'assemblée est spécialement indiqué dans la convocation. »

ART. 2.

L'article 92 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« La société doit mettre à la disposition des obligataires, au début de la réunion, un état des obligations en circulation.

L'assemblée ne peut valablement délibérer que si ses membres représentent la moitié au moins du montant des titres en circulation.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la portion représentée du montant des titres en circulation.

Aucune proposition n'est admise que si elle est votée par des membres représentant ensemble, par eux-mêmes ou par leurs mandants, les trois quarts au moins du montant des obligations pour lesquelles il est pris part au vote.

Toutefois, les conditions de présence et de majorité spécifiées ci-dessus ne sont pas requises dans les

van obligatiën op naam, doch er moet geen bewijs worden overgelegd van de vervulling dezer formaliteit.

Wanneer al de obligatiën op naam zijn, mogen de oproepingsbrieven eenvoudig bij aangeteekenden brief verzonden worden.

De inhoud der voorstellen, die aan de vergadering zullen worden onderworpen, wordt in de oproepingsbrieven in 't bijzonder vermeld. »

ART. 2.

Artikel 92 der samengeordende wetten betreffende de vennootschappen van koophandel is door de volgende beschikking vervangen :

« De vennootschap moet bij den aanvang der samenkomst een staat van de in omloop zijnde obligatiën ter beschikking van de obligatiehouders stellen.

De vergadering kan slechts geldig beraadslagen wanneer de aanwezige leden ten minste de helft van het bedrag der in omloop zijnde titels vertegenwoordigen.

Is die voorwaarde niet vervuld, dan is eene nieuwe oproeping noodig, en de nieuwe vergadering beraadslaagt op geldige wijze welk deel van het bedrag der in omloop zijnde titels vertegenwoordigd zij.

Geen enkel voorstel wordt aangenomen, indien het niet gestemd is door leden die te zamen, door zichzelf of door hunne lastgevers, ten minste de drie vierden vertegenwoordigen van het bedrag der obligatiën die bij de stemming in aanmerking komen.

De hierboven aangeduide voorwaarden van aanwezigheid en van meerderheid zijn echter niet ver-

cas prévus par les numéros 5 et 6 de l'article précédent.

Les décisions, dans les cas susdits, peuvent être prises à la simple majorité des titres représentés. »

ART. 3.

L'article 94 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« Les dispositions du premier alinéa de l'article 74 relatives aux délibérations, aux votes et aux procès-verbaux des assemblées générales d'actionnaires, ainsi que les dispositions des statuts relatives aux formalités nécessaires pour y être admis, sont applicables aux assemblées générales des obligataires. »

ART. 4.

L'alinéa 2 de l'article 191 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est abrogé.

L'alinéa 3 de cet article est rédigé comme suit :

« Toutefois, l'article 100 n'est pas applicable aux obligations émises antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi. »

Donné à Bruxelles, le 15 avril 1919.

eischt in de gevallen onder nummers 5 en 6 van voorgaand artikel voorzien.

In die gevallen, mogen de beslissingen genomen worden bij eenvoudige meerderheid der vertegenwoordigde titels. »

ART. 3.

Artikel 94 der samengeordende wetten betreffende de vennootschappen van koophandel is door de volgende beschikking vervangen :

« De bepalingen vervat in het eerste lid van artikel 74 betreffende de beraadslagingen, de stemmingen en de processen-verbaal der algemeene vergaderingen van aandeelhouders, alsook de bepalingen der standregelen betreffende de formaliteiten die noodig zijn om daartoe te worden toegelaten, zijn van toepassing op de algemeene vergaderingen van obligatiehouders. »

ART. 4.

Het tweede lid van artikel 191 der samengeordende wetten betreffende de vennootschappen van koophandel is ingetrokken.

Het derde lid van dit artikel luidt voortaan als volgt :

« Artikel 100 is evenwel niet van toepassing op de obligatiën uitgegeven vóór het in werking treden van deze wet ». »

Gegeven te Brussel, den 15^e April 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :

De Minister van Justitie,

EMILE VANDERVELDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 APRIL 1919.

Wetsontwerp

betreffende de vergaderingen van obligatiehouders.

Memorie van Toelichting

MIJNE HEEREN,

De wet van 25 Mei 1913, betreffende de vennootschappen van koophandel, is sedert te korten tijd ingevoerd om er reeds nu te kunnen aan denken ze aan eene stelselmatige herziening te onderwerpen. Men heeft nog niet kunnen ervaren wat zij geven kan. De bezetting van het land door den vijand stond hare normale toepassing in den weg. Bij gebrek aan voldoende ervaring, ware het een vermetel voornemen reeds thans op radicale wijze de tekortkomingen te gaan verbeteren welke deze wetstekst, waar grondige studiën en uitvoerige besprekingen aan ten grondslag liggen, zou kunnen bieden.

Wat echter de door de artikelen 89 tot 98 der samengeordende wetten gehuldigde nieuwigheid betreft, al dadelijk bleek uit de praktijk dat het in 1913 aangenomen stelsel onloochenbaar een leemte vertoonde. Zooals zij wordt opgevat door de wet van 1913, verliest de inrichting der vergaderingen van obligatiehouders ongeveer al het practisch voordeel dat men er terecht kon van verwachten. Den wetgever van 1913 mag men er zeker geen verwijt van maken dat hij blijk heeft gegeven van voorzichtigheid wanneer hij alleen binnen zekere grenzen het beleggen toeliet van vergaderingen van obligatiehouders, die belangrijke beslissingen mogen nemen, waardoor zelfs de minderheid en de afwezigen worden gebonden; maar, doordien hij uitsluitend zorgde voor de bescherming der obligatiehouders die zich tegen de betwiste maatregelen wenschten te verzetten, heeft hij aan het toepasselijkheidsgebied der nieuwe beschikkingen al te nauwe grenzen gesteld en heeft hij, om misbruiken tegen te gaan, zulke strenge maatregelen genomen dat de wettelijke voorschriften ter zake ten slotte practisch zonder uitwerking blijven.

Eenerzijds, door te voorzien dat de artikelen 89 tot 98 slechts van toepas-

sing zullen zijn op de obligatiën uitgegeven na het in werking treden der wet van 1913, belet artikel 191, 2^{de} lid, dat de maatschappijen zonder tusschenkomst der rechtbanken met hunne obligatiehouders eene schikking treffen aangaande de vóór de invoering der wet uitgegeven obligatiën, dewelke verreweg de talrijkste zijn.

Anderzijds maakt artikel 92 het der algemeene vergaderingen, op eene enkele uitzondering na, onmogelijk eenige beslissing te nemen doordien het eischt dat de door de vergaderingen van obligatiehouders genomen maatregelen, om geldig te zijn, de goedkeuring moeten wegdragen van een aantal obligatiehouders die het tweederde van het bedrag der in omloop zijnde titels vertegenwoordigen. Slechts zelden zal dit *quorum* — dat niet een *quorum* van aanwezigen moet zijn, doch een van instemmenden (Senaat, *Handelingen* 1904-1905, bladz. 470) — worden bereikt. De waarheid hiervan wordt aangetoond door het feit dat, onmiddellijk na de afkondiging der wet, een bevoegd commentator reeds den raad gaf, in de voorwaarden van uitgifte een kleiner *quorum* vast te stellen, hetgeen bij de wet niet is verboden. (WADWERMANS, *Manuel pratique des Sociétés anonymes*, n° 841.)

Men moet niet uit het oog verliezen dat de obligatiën aan honder over het algemeen recht en links verspreid zijn onder het publiek. Behalve wanneer het obligatiën op naam geldt, kan men zich moelijk het geval denken dat eene vergadering van obligatiehouders plaats zou hebben in de voorwaarden, door artikel 92 vereischt om geldige beslissingen te nemen. Dit is ten minste ongetwijfeld thans zoo het geval ten gevolge van de door den oorlog geschapen omstandigheden. Want, benevens het feit dat de titels rechts en links onder het publiek verspreid zijn, laten zich nu ook andere oorzaken gelden, waardoor het moreel haast onmogelijk wordt eene beslissing te laten nemen door obligatiehouders die de twee derden der uitgegeven obligatiën zouden vertegenwoordigen. Onder deze oorzaken kan men noemen: de verkeersmoeilijkheden, het verdwijnen of het afwezig zijn van zekere obligatiehouders, de vernieling van talrijke titels, enz. In 't kort, de vennootschappen van koophandel moeten er van af zien, zoo eene wet de zaak niet anders regelt, gebruik te maken van de wetsbepalingen op de vergaderingen van obligatiehouders.

Nochtans is het juist nu het oogenblik dat tal van nijverheids- of financiële vennootschappen de behoefte voelen om ten spoedigste het voordeel dezer bepalingen te genieten. De door den oorlog teweeggebrachte economische crisis heeft haar het verder uitbetalen der interesten van obligatiën onmogelijk gemaakt. Velen onder haar zijn met een onvermijdelijken ondergang bedreigd, indien de wet haar niet het middel verschaft om met hare obligatiehouders schikkingen te treffen buiten de tusschenkomst van de rechtbanken, welke tusschenkomst, door de paniek die zij in geval van schorsing van betaling verwekt, steeds noodlottig is voor de betrokken belangen. Beweegredenen, gegrond op de rechtvaardigheid ten aanzien zoowel van de obligatiehouders als van de aandeelhouders, alsmede de zorg voor het algemeen belang doen het wenschelijk voorkomen dat deze onder-

nemingen in staat worden gesteld de moeilijkheden van 't oogenblik met eere te boven te komen.

In die voorwaarden is het, dat de Regeering het zich tot plicht heeft gerekend de zaak aan het oordeel van den Raad van Wetgeving te onderwerpen, aan welken raad zij, met het oog op het onderzoek van dit vraagstuk, deskundigen met erkende bevoegdheid — de heeren Cattier, Corbiau en Van der Eycken — heeft toegevoegd, die hem welwillend met hunne wetenschap en hunne ervaring hebben geholpen.

Het ontwerp van wet, dat de Raad van Wetgeving heeft ontworpen en dat de Regeering de eer heeft u ter overweging aan te bieden, heeft slechts een beperkt kader en bevat slechts de strikt noodige maatregelen. De algemeene strekking, die het kenschetst, is het invoeren van een zeker parallelisme tusschen de vergaderingen van obligatiehouders en de vergaderingen van aandeelhouders.

De lichte wijzigingen, aan artikel 90 der samengevoegde wetten toegebracht, hebben ten doel de maatregelen tot ruchtbaarheid uit te breiden en in de oproepingen te doen vermelden welke voorstellen aan de vergadering onderworpen zullen worden. Artikel 92 — dat tot nog toe de grootste hinderpaal was voor de werkzaamheden der vergaderingen van obligatiehouders — werd grondiger omgewerkt. Waar het op die vergaderingen de beginselen toepast van artikel 70, waarbij de door de vergaderingen van aandeelhouders te nemen beslissingen worden beheerscht, eischt het nieuwe artikel 92, in het geval dat bijzondere gewichtige beslissingen dienen genomen, ten minste de helft van het bedrag der in omloop zijnde titels als voorwaarde in zake de aanwezigheid. Werd echter deze voorwaarde, na eene eerste oproeping, niet vervuld, dan kan de vergadering, na eene tweede oproeping — net zooals de wet het toelaat voor de vergaderingen van aandeelhouders — op geldige wijze beraadslagen welke ook de vertegenwoordigde verhouding van het aantal in omloop zijnde titels weze. Daarentegen brengt de nieuwe tekst — steeds naar het voorbeeld van artikel 70 dat uitmuntende uitslagen heeft opgeleverd — de vereischte meerderheid van twee derden op drie vierden.

Aan artikel 94 wordt een geringe wijziging toegebracht, om toe te laten dat in zake algemeene vergaderingen van obligatiehouders toepassing kunne worden gemaakt van de bepalingen der standregelen, waarbij de formaliteiten worden voorzien om tot de algemeene vergadering van aandeelhouders te worden toegelaten : bijvoorbeeld, de voorafgaande neerlegging der titels. Aan de verplichting om terstond de volmacht na te zien der obligatiehouders die opkomen om aan eene belangrijke bespreking deel te nemen, kan men zich onmogelijk houden. Indien de standregelen in de formaliteiten, die noodig zijn om toegelaten te worden tot de vergaderingen van obligatiehouders, op bijzondere wijze voorzien, dan spreekt het van zelf dat er alle reden is om die laatste bepalingen toe te passen en niet deze welke door de standregelen worden geëischt om tot de vergaderingen der aandeelhouders toegelaten te worden.

Ten slotte zal de afschaffing van het 2^e lid van artikel 191 de vergaderingen

van obligatiehouders in staat stellen het voordeel hunner beslissingen uit te breiden tot al de obligatiën, zonder onderscheid daartusschen of die obligatiën vóór of na de invoering der wet van 28 Mei 1913 uitgegeven zijn.

De Regeering houdt zich overtuigd dat het Parlement een gunstig onthaal zal bezorgen aan dit wetsontwerp dat heel eenvoudig is, maar dat in zeer nauw verband staat met de toekomst en zelfs met het bestaan van tal van onze handels- en nijverheidsmaatschappijen die zooveel door den oorlog hebben geleden.

De Minister van Justitie,

EM. VANDERVELDE.



PROJET DE LOI
sur les assemblées d'obligataires.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est
chargé de présenter, en Notre nom,
aux Chambres Législatives, le projet
de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 90 des lois coordonnées
sur les sociétés commerciales est
remplacé par la disposition sui-
vante :

« Les convocations à l'assemblée
générale sont faites par annonce ré-
pétée deux fois, à huit jours d'inter-
valle au moins et huit jours avant
l'assemblée, dans le *Moniteur belge*,
dans deux journaux de Bruxelles et
dans deux journaux de la province
ou de l'arrondissement où se trouve
le siège social.

Des lettres-missives sont adres-
sées huit jours avant l'assemblée
aux obligataires en nom, mais sans

WETSONTWERP
betreffende de vergaderingen
van obligatiehouders.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Onze Minister van Justitie is ge-
last, in Onzen naam, bij de Wetge-
vende Kamers het wetsontwerp aan
te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL

Artikel 90 van de samengeorden-
de wetten betreffende de vennoot-
schappen van koophandel is door de
volgende beschikking vervangen :

« De bijeenroepingen tot de alge-
meene vergadering worden gedaan
door middel van aankondigingen
met eene tusschenruimte van ten
minste acht dagen, en acht dagen
vóór de vergadering tweemaal ge-
drukt in het *Staatsblad*, in twee dag-
bladen van Brussel en in twee dag-
bladen in de provincie of in het
arrondissement waar de zetel der
vennootschap gevestigd is.

Een geschreven uitnoodiging
wordt acht dagen vóór de vergade-
ring toegezonden aan de houders

qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les obligations sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

L'objet des propositions qui seront soumises à l'assemblée est spécialement indiqué dans la convocation. »

ART. 2.

L'article 92 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« La société doit mettre à la disposition des obligataires, au début de la réunion, un état des obligations en circulation.

L'assemblée ne peut valablement délibérer que si ses membres représentent la moitié au moins du montant des titres en circulation.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la portion représentée du montant des titres en circulation.

Aucune proposition n'est admise que si elle est votée par des membres représentant ensemble, par eux-mêmes ou par leurs mandants, les trois quarts au moins du montant des obligations pour lesquelles il est pris part au vote.

Toutefois, les conditions de présence et de majorité spécifiées ci-dessus ne sont pas requises dans les

van obligatiën op naam, doch er moet geen bewijs worden overgelegd van de vervulling dezer formaliteit.

Wanneer al de obligatiën op naam zijn, mogen de oproepingsbrieven eenvoudig bij aangeteekenden brief verzonden worden.

De inhoud der voorstellen, die aan de vergadering zullen worden onderworpen, wordt in de oproepingsbrieven in 't bijzonder vermeld. »

ART. 2.

Artikel 92 der samengeordende wèten betreffende de vennootschappen van koophandel is door de volgende beschikking vervangen :

« De vennootschap moet bij den aanvang der samenkomst een staat van de in omloop zijnde obligatiën ter beschikking van de obligatiehouders stellen.

De vergadering kan slechts geldig beraadslagen wanneer de aanwezige leden ten minste de helft van het bedrag der in omloop zijnde titels vertegenwoordigen.

Is die voorwaarde niet vervuld, dan is eene nieuwe oproeping noodig, en de nieuwe vergadering beraadslagt op geldige wijze, welk deel van het bedrag der in omloop zijnde titels vertegenwoordigd zij.

Geen enkel voorstel wordt aangenomen, indien het niet gestemd is door leden die te zamen, door zichzelf of door hunne lastgevers, ten minste de drie vierden vertegenwoordigen van het bedrag der obligatiën die bij de stemming in aanmerking komen.

De hierboven aangeduide voorwaarden van aanwezigheid en van meerderheid zijn echter niet ver-

cas prévus par les numéros 5 et 6 de l'article précédent.

Les décisions, dans les cas susdits, peuvent être prises à la simple majorité des titres représentés. »

ART. 3.

L'article 94 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« Les dispositions du premier alinéa de l'article 74 relatives aux délibérations, aux votes et aux procès-verbaux des assemblées générales d'actionnaires, ainsi que les dispositions des statuts relatives aux formalités nécessaires pour y être admis, sont applicables aux assemblées générales des obligataires. »

ART. 4.

L'alinéa 2 de l'article 191 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est abrogé.

L'alinéa 3 de cet article est rédigé comme suit :

« Toutefois, l'article 100 n'est pas applicable aux obligations émises antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi. »

Donné à Bruxelles, le 15 avril 1919.

eischt in de gevallen onder nummers 5 en 6 van voorgaand artikel voorzien.

In die gevallen, mogen de beslissingen genomen worden bij eenvoudige meerderheid der vertegenwoordigde titels. »

ART. 3.

Artikel 94 der samengeordende wetten betreffende de vennootschappen van koophandel is door de volgende beschikking vervangen :

« De bepalingen vervat in het eerste lid van artikel 74 betreffende de beraadslagingen, de stemmingen en de processen-verbaal der algemeene vergaderingen van aandeelhouders, alsook de bepalingen der standregelen betreffende de formaliteiten die noodig zijn om daartoe te worden toegelaten, zijn van toepassing op de algemeene vergaderingen van obligatiehouders. »

ART. 4.

Het tweede lid van artikel 191 der samengeordende wetten betreffende de vennootschappen van koophandel is ingetrokken.

Het derde lid van dit artikel luidt voortaan als volgt :

« Artikel 100 is evenwel niet van toepassing op de obligatiën uitgegeven vóór het in werking treden van deze wet ». »

Gegeven te Brussel, den 15^e April 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

EMILE VANDERVELDE.